

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

**GROUPEMENT DE COMMANDE DE SERVICES D'ASSURANCE  
POUR 2 ETABLISSEMENTS DE SANTE**

**GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE NORD YONNE**

Etablissement support :

**CENTRE HOSPITALIER  
1 AVENUE PIERRE DE COUBERTIN - BP 808  
89108 SENS CEDEX**

Objet de la consultation :

**MARCHE DE PRESTATION DE SERVICES  
LOT 5 - PROTECTION JURIDIQUE**

Le présent document comporte 6 pages, numérotées de 1 à 6.

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>PRESENTATION GENERALE.....</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>DEFINITION DES GARANTIES.....</b>	<b>3</b>
2.1	GENERALITE.....	3
2.1.1	<i>Souscripteur</i> .....	3
2.1.2	<i>Assurés</i> .....	3
2.1.3	<i>Objet de la prestation</i> .....	3
2.2	ETENDUE DES GARANTIES .....	4
2.2.1	<i>Protection juridique</i> .....	4
2.2.2	<i>Assistance téléphonique</i> .....	4
2.3	CONTENU DE LA GARANTIE .....	5
2.4	MONTANTS DES GARANTIES.....	5
2.5	EXCLUSIONS.....	5
<b>3</b>	<b>ASSIETTE DE COTISATION.....</b>	<b>6</b>
<b>4</b>	<b>ANNEXES .....</b>	<b>6</b>

## 1 PRESENTATION GENERALE

### *PREAMBULE*

La présente consultation porte sur des prestations de services d'assurance nécessaires aux **2 membres** du GHT NORD YONNE suivants :

- 01\_ CENTRE HOSPITALIER DE SENS
- 02\_ CENTRE HOSPITALIER DE JOIGNY

L'établissement support du GHT NORD YONNE est le CENTRE HOSPITALIER DE SENS.

Chaque établissement signe ses contrats et les exécute en liaison directe avec le titulaire retenu par le pouvoir adjudicateur.

### 1.1 **PRESENTATION**

ETABLISSEMENTS SOUSCRIPTEURS	EPRD (après déduction des CRPA)
CH DE SENS	158.953.596 €
CH DE JOIGNY	47.527435 €

## 2 DEFINITION DES GARANTIES

### 2.1 **Généralité**

#### 2.1.1 Souscripteur

Chaque établissement membre du groupement d'achat du GHT NORD YONNE coordonné par le Centre Hospitalier de SENS, Etablissement support.

#### 2.1.2 Assurés

L'établissement, personne morale, ainsi que toutes personnes physiques telles que les administrateurs et les membres de la Direction de l'établissement, ses agents et contractuels, les praticiens hospitaliers et, d'une manière générale l'ensemble des préposés de l'établissement, les stagiaires et les bénévoles.

Seront également Assurés les chargés de missions et, d'une manière générale, toute personne intervenant pour le compte et à la demande de l'établissement, pour autant qu'elle ne soit pas liée à l'établissement par un contrat de prestation de service à titre onéreux.

#### 2.1.3 Objet de la prestation

L'objet de la prestation protection juridique doit permettre le financement de la défense des droits de l'Assuré, personne physique ou morale, en cas de litige survenant dans l'exercice de ses activités ou de ses

fonctions, dans le cadre d'une procédure amiable ou judiciaire si une solution transactionnelle n'est pas trouvée par les protagonistes du litige.

## **2.2 Etendue des garanties**

### **2.2.1 Protection juridique**

L'Assureur défendra l'Assuré définis au 1.1.2 devant les juridictions civiles, administratives et pénales pour toutes actions **en qualité de demandeur ou de défendeur**.

L'Assureur prendra en charge les frais d'instruction et de constitution de dossiers, d'expertises et de recherches de preuves, les honoraires d'avocats, y compris dans le cadre d'un arbitrage.

Seront également couverts, dans les mêmes conditions, les frais de recours exercés par l'Assuré contre les auteurs de dommages.

A ce titre, seront garantis :

- ❑ Les frais de défense et de recours de l'établissement, personne morale.
- ❑ Les frais de défense des personnes physiques telles que définies au § 1.1.2.

### **2.2.2 Protection fonctionnelle des agents**

L'assureur couvre les effets de la protection fonctionnelle des agents relative à l'emploi dans la fonction publique notamment les dispositions du décret n° 2017-97 du 26 janvier 2017 relatif aux conditions et aux limites de la prose en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales par l'agent public ou ses ayants droit.

Dans les mêmes conditions, l'assureur assure la protection des agents prévue par l'ordonnance n°2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics.

Elles s'appliqueront également lorsqu'un membre de la Direction, un praticien hospitalier, représentant du corps médical seront poursuivis devant une juridiction pénale, civile ou administrative pour des faits commis dans l'exercice de leurs fonctions.

## **Conditions d'application de la garantie protection juridique**

L'Assuré conservera toujours la possibilité :

- ❑ De confier la défense de ses intérêts à l'Assureur qui instruira le dossier et assurera la direction du procès, en collaboration avec l'Assuré.
- ❑ De choisir librement son avocat et ses experts. Dans ce cas, l'Assureur remboursera à l'Assuré les frais et honoraires engagés, dans la limite des frais engagés habituellement par l'Assureur pour une affaire similaire, **sans que le montant ne puisse être inférieur à 150 € hors taxe de l'heure**.

L'Assureur conservera la direction du procès, en collaboration avec l'Assuré, dès lors qu'il sera susceptible d'intervenir en paiement au titre d'une garantie du contrat.

### **2.2.3 Assistance téléphonique**

Dans le cadre de prestation, l'Assureur répondra aux demandes de conseil et fournira à l'Assuré une assistance téléphonique pour toute information en relation avec l'objet du présent lot.

Cette assistance devra impérativement comprendre :

- La veille juridique relative aux droits hospitaliers et administratifs
- Au droit pénal lié notamment à la responsabilité des praticiens hospitalier et membres de direction.

**Les candidats indiqueront avec précision la composition des équipes chargés de la gestion de la présente prestation et notamment leurs titres d'études et expérience en relation avec une prestation de protection juridique hospitalière.**

### **2.3 Contenu de la garantie**

La protection juridique interviendra notamment, et sans que cette liste soit exhaustive, en cas de contentieux :

- Relatif à toutes actions pénales à l'encontre ou au bénéfice de l'établissement, d'un ou plusieurs administrateurs, d'un membre de Direction, d'un personnel médical ou paramédical, d'un agent public ou contractuel, d'un bénévole.
- Entre l'Etablissement et ses fournisseurs de biens ou de services ;
- De recouvrement y compris dans le cadre d'une obligation alimentaire ;
- Relatif aux marchés publics, y compris lorsque l'Etablissement sera soumissionnaire ;
- Relatif à la gestion de patrimoine immobilier, notamment de contentieux entre bailleurs et preneurs ;
- Relatif au droit du travail, y compris les contentieux avec les organismes sociaux, droit administratif ou droit pénal.

Il convient de considérer qu'un litige est constitué par une opposition d'intérêt entre l'Assuré et un tiers, privés ou publics, dès lors qu'une action civile ou pénale est intentée ou susceptible d'être intentée à leur encontre.

Les Assurés pourront être tiers entre eux.

### **2.4 Montants des garanties**

**Le montant des garanties, par sinistre, ne pourra être inférieur à 50.000 €.**

### **2.5 Exclusions**

Les exclusions contenues dans les offres figurent au nombre des critères de sélection.

Par conséquent, il appartient aux assureurs de respecter l'esprit et l'amplitude des définitions de garanties en limitant au minimum les exclusions concernant l'application des garanties. Elles devront impérativement être indiquées en réserves dans le cadre prévu à cet effet dans l'annexe de prix.

### 3 ASSIETTE DE COTISATION

ETABLISSEMENTS SOUSCRIPTEURS	EPRD (Remboursement CRPA exclus)
CH DE SENS	158.953.569 €
CH DE JOIGNY	47.527.435 €

### 4 ANNEXES

Pour chaque établissement concerné :

- **Document** : présentation des établissements
- **Document** : rapport d'activité
- **Document** : sinistralité
- Annexe de prix à joindre **obligatoirement** à l'acte d'engagement